

**Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris**  
**Trimestriel – Janvier/mars 2006**  
*L'indicateur de référence de la vie économique des entreprises de la Capitale*

**Baromètre au beau fixe pour l'économie parisienne**  
**au 1<sup>er</sup> trimestre 2006**

L'économie de la Capitale présente un bilan satisfaisant au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, avec une large majorité d'indicateurs économiques et financiers au beau fixe. La création d'entreprise aura été soutenue tout au long de ce trimestre, avec une forte hausse des immatriculations de SARL et une remarquable progression des sociétés par actions. Moins nombreux, les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires diminuent de 32% par rapport à l'an passé. Les relations banques/entrepreneurs semblent avoir été plus harmonieuses, comme en témoigne l'augmentation des prêts accordés pour acquérir un fonds de commerce ou équiper l'entreprise en matériel. Seul bémol, l'augmentation de la dette fiscale globale cumulée par les entreprises, qui enregistre une hausse de 48% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

<b>Tableau de bord : variation 1<sup>er</sup> trimestre 2006 /1<sup>er</sup> trimestre 2005</b>	<b>En hausse</b>	<b>En baisse</b>
Stock d'entreprises parisiennes : 316 491 entités au 31 mars 06, soit +13 025 par rapport au 31 mars 05	+4,29%	
Les immatriculations d'entreprises	+14,24%	
<i>dont 5 717 immatriculations de SARL</i>	+23,26%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs	+7,23%	
L'endettement fiscal des entreprises (montants cumulés des inscriptions)	+47,89	
L'endettement social des entreprises (montants cumulés des inscriptions)		-83,54%
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires		-32,22%

✓ **Création d'entreprises, profil des entités créées et de leurs dirigeants**

**Avec 9 300 créations de nouvelles entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, les immatriculations au Registre du commerce enregistrent une forte progression de 14,24% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.** La SARL est la forme juridique qui remporte le plus de succès auprès des créateurs d'entreprises. 5 717 SARL ont été créées au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, soit une augmentation de 23,26% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. A noter : 1 100 EURL, structures unipersonnelles de petite taille, se sont immatriculées au Registre du commerce ce dernier trimestre, en augmentation de 26% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. La progression de +41,3 % des créations de sociétés par actions, entités plus capitalisées et davantage susceptibles de créer des emplois, constitue l'élément le plus remarquable de ce premier trimestre 2006 au regard de la même période en 2005.

**Qui sont les créateurs du 1<sup>er</sup> trimestre 2006 ?**

**75,2% des créateurs sont des hommes, en nombre stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Evalué à 43 ans et 5 mois, leur âge moyen est plus élevé que l'an passé, soit 1 an de plus.** Les créateurs de 46 ans et plus ont été plus nombreux à monter leur entreprise cette année. Ils représentent 45,5% des effectifs des créateurs, en augmentation de 5 points au regard du 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

**L'on dénombre 24,8% de femmes créatrices, âgées en moyenne de 43 ans, soit 1 an et 6 mois de plus qu'en 2005.** Représentant 39,7% des effectifs, le nombre de dirigeantes de 46 ans et plus enregistre une hausse de 4,9 points par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

**Hommes/femmes confondus, le greffe a enregistré un moindre nombre de jeunes créateurs de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> trimestre 2006.** Leur nombre diminue de 5 points en comparaison avec le 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

✓ **Evolution économique et financière des entreprises parisiennes**

**Progression des financements des entreprises enregistrés au greffe.** Les banques ont été plus nombreuses à accorder leur confiance aux entrepreneurs parisiens. Ils ont bénéficié de 2 031 prêts au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, ce qui représente une augmentation significative de 7,23%. Ces financements seront utilisés pour acquérir un fonds de commerce ou du matériel pour exploiter une activité commerciale.

**Endettement fiscal des entreprises en hausse.** Le Trésor public a déposé un moindre nombre d'inscriptions de privilèges correspondant à des impayés<sup>1</sup>. Le total de 5 232 inscriptions au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, se situe 2,32% au dessous du total du 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Le cumul des sommes dues est en revanche plus élevé : 1 100 000 000 €, en hausse de 47,89% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Les inscriptions de privilèges de la Sécurité sociale s'élèvent à 4 334 au 1<sup>er</sup> trimestre 2006, en diminution de 4,16% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Le montant cumulé des inscriptions, soit 30 000 000 € pour ce trimestre enregistre une baisse de 83,54%.

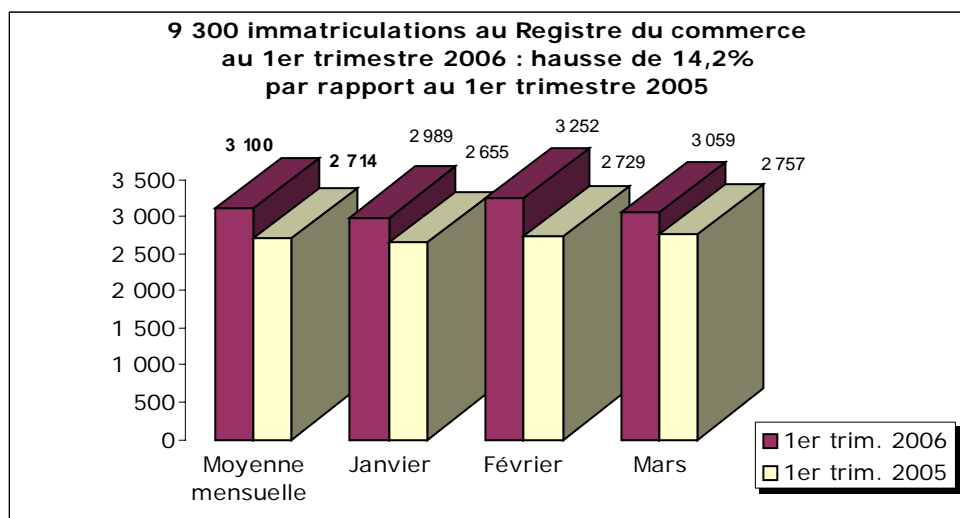
<sup>1</sup> Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

## ✓ Entreprises en difficulté

**Bilan très satisfaisant ce trimestre. Avec 892 jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires, les défaillances diminuent de 32,22% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.** Ce constat satisfaisant s'accompagne d'un passif cumulé plus faible pour les entreprises défaillantes. Elles doivent au total 205 000 000 €, soit une diminution de 27,9% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

L'emploi salarié, en revanche, a davantage souffert des défaillances cette année. 2 419 personnes ont vu leur emploi directement menacé par les défaillances du 1<sup>er</sup> trimestre 2006, ce qui représente une augmentation de 2,9% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005. Les services aux entreprises (40,6% des effectifs), la construction (15,3% des effectifs), et l'industrie (13,9%) sont les secteurs où l'emploi a enregistré la plus forte dégradation. Deux indicateurs semblent démontrer que les structures défaillantes en 2006 sont de dimension un peu plus importante que l'an passé. Elles emploient davantage de salariés et leur passif est plus élevé. Evalué à 230 000 €, le passif moyen par entreprise enregistre une hausse de 6,4% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

Ce bilan doit être néanmoins nuancé par l'entrée en vigueur de la Loi de sauvegarde des entreprises (LSE) au 1<sup>er</sup> janvier 2006, qui a peut-être influé sur la diminution du nombre de jugements d'ouverture prononcés par le Tribunal de commerce en mars. En raison de la nouveauté de cette procédure et des nouveaux délais définis par la Loi<sup>2</sup>, plusieurs mois seront probablement nécessaires pour évaluer son impact sur l'évolution des entreprises de la Capitale.



1er trimestre	2006			2005		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
<b>Moins de 25 ans</b>	3,75%	4,76%	3,51%	4,72%	6,03%	4,30%
<b>Entre 26 et 35 ans</b>	21,22%	22,60%	21,19%	24,55%	26,40%	23,94%
<b>Entre 36 et 45 ans</b>	30,12%	32,96%	29,80%	31,02%	30,35%	31,18%
<b>Entre 46 et 58 ans</b>	32,10%	27,82%	32,14%	28,75%	27,06%	29,38%
<b>58 ans et plus</b>	12,81%	11,86%	13,36%	10,96%	10,16%	11,20%

